

## FORUM SOCIAL MONDIAL DAKAR 2011 Souveraineté alimentaire et équité de genre

AFRIQUE VERTE, AMASSA Mali, APROSSA Burkina, ACSSA Niger,  
ASFODEVH Burkina, APROVAL Sénégal, AVSF Sénégal et Togo,  
ENDA PRONAT, ENDA GRAF, ENDA ENERGIE, ENDA Mali, ENDA Europe-France,  
FEDERATION WOOBIN et FEDERATION NATIONALE DES AGRICULTEURS BIO Sénégal  
GRET Burkina, LE MONDE SELON LES FEMMES, Belgique,  
PLATEFORME DES PROFESSIONNELS DE L'AGROALIMENTAIRE DU SENEGAL,  
RESEAU FEMMES EN ACTION Burkina, RESEAU DES FEMMES RURALES Sénégal,  
UNION DES GROUPEMENTS DE PRODUCTRICES DE KARITE Burkina,  
WEND MANEGDA Burkina,

**lundi 7 février 2011. heure: 12h30 à 19h.**

**Lieu Faculté des sciences juridiques et politiques. Salle TD 10**

En Afrique les femmes participent à toute la filière agroalimentaire: les femmes paysannes sont chargées de la production vivrière mais contribuent aussi à la production des cultures de rente. Elles sont restées responsables de tâches qui ne se modernisent que très lentement et qui ont souffert des reculs des politiques publiques: l'accès à la terre, à l'énergie domestique, à l'eau potable, au transport, à l'éducation et la santé restent très précaires en zones rurales.

Les femmes sont actives dans la transformation et la commercialisation des aliments, notamment à partir de produits locaux. Elles sont aussi encore responsables de la préparation des repas familiaux et de la lutte contre la malnutrition des enfants. Elles sont surchargées de travail mais contrôlent une part minime des ressources (terre, revenus).

En ville et à la campagne, des femmes participent davantage aux instances de décision et politiques, elles réalisent des actions de plaidoyer pour l'accès à la terre et des politiques de développement.

**Animation** : Françoise Yoda, Réseau Femmes en Action du Burkina Faso,  
Rapporteuse : Marie-Dominique de Suremain, Enda europe.

- **La parole aux productrices et producteurs :**

**Tiné Ndoye**, Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal,

**Doudou Diop**, Fédération Nationale des producteurs bios

**Kady Traoré**, coopérative UGPPK du Burkina Faso

**Sanogo Bakari**, Enda Mali : les femmes dans le maraichage intensif au Mali.

**Emilie Somda**, Asfodevh, Burkina Faso

- **la parole aux transformatrices et aux organisations :**

*Présentation de la video: "les femmes nourrissent le sahel".*

**Mohamed Haidara**, Afrique Verte AMASSA, Mali: formation des transformatrices de céréales

**Yacine Diagne** Enda Energie : l'énergie, condition du développement rural et urbain

**Fernandine Nombré**, association Wend Manegda, et **Azara Nfon**, Gret: transformation du karité

- **La parole aux réseaux et au plaidoyer :**

**Fatou Ndoye**, Enda Graf : Historique de la Plateforme Agroalimentaire du Sénégal.

**Nafi Diagne**, Plateforme des Organisations Professionnelles de l'Agroalimentaire du Sénégal (POPAS)

**Fatou Pouye et Pauline Ndiaye** : la participation des femmes dans les fédérations paysannes.

**Hélène Ryckmans**, Le monde selon les femmes: plaidoyer nord/sud.



## COMPTE RENDU DES DEBATS :

**Les grandes lignes des débats sont retranscrites et les éléments de plaidoyer sont soulignés en couleur.**

INTRODUCTION PAR FRANCOISE YODA, RESEAU FEMMES EN ACTION du BURKINA FASO, animatrice du débat.

- Doudou Diop, président de la FENAB, fédération nationale des agriculteurs bios du Sénégal.

Il témoigne de la forte participation des femmes dans la fédération. Et du fait que le cliché selon lequel les femmes restent à la maison tandis que les hommes vont aux champs est faux. « les femmes ne se laissent pas faire, elles décident de plus en plus dans les fédérations, elles apportent, elles demandent des terres, elles cultivent. Il faut qu'elles continuent, c'est un bénéfice pour tous. ».

- Pauline Ndiaye, d'enda Pronat, au Sénégal :

Elle présente l'historique d'enda Pronat, qui a consacré plus de 20 ans d'accompagnement à l'agriculture familiale à partir de la lutte contre les pesticides, notamment à l'initiative de femmes qui constataient les dégâts sur la santé des producteurs, des enfants, des consommateurs. Maintenant les objectifs concernent l'agriculture "saine et durable", l'accompagnement aux organisations paysannes de producteurs "bio" dans quatre régions du Sénégal (Diender et Keur Moussa au nord de Dakar, le Fouta sur le fleuve Sénégal, au nord du pays, et la région de Koussanar, près de Tambacounda). Les femmes y sont toujours très actives, et se préoccupent de questions de gouvernance au niveau local, dans les communautés rurales. En effet des femmes ont été élues comme conseillères rurales pour y défendre les intérêts des organisations de base, accéder aux décisions d'attribution de terres et promouvoir davantage d'investissements concernant leurs besoins de base.

Les femmes rurales ont avancé, mais elles ont des contraintes pour participer, car elles doivent organiser la maison avant de sortir à des réunions pour que tout se passe bien chez elles. Et leur travail domestique n'a pas beaucoup changé.

La fonction d'animateur est dévolue le plus souvent à des hommes actifs dans les communautés. Il faut se déplacer beaucoup, l'éloignement est important, c'est plus difficile pour les femmes, elles subissent la contrainte familiale dans leurs déplacements. Parfois les animateurs n'informent pas correctement les femmes des réunions prévues, elles ne peuvent pas toujours se préparer à l'avance.

Une de leurs revendications est donc de les soutenir pour qu'elles puissent se déplacer et accéder davantage à l'information stratégique.

Mais il y a des avancées au niveau des instances de décision des fédérations, les femmes s'expriment plus, participent plus, sont davantage consultées.

Au sein de notre organisation, on s'interroge sur le développement lui-même, sur ce que ça veut dire que de « développer l'agriculture au Sénégal ». Il y a des grands projets d'agrobusiness aujourd'hui qui détruisent l'économie familiale et les terroirs. C'est pourquoi la lutte actuelle est contre l'accaparement des terres: la manifestation durant le forum social disait « ne touche pas à ma terre, la terre c'est ma vie ».

Les droits des femmes à la terre ont avancé, en participant aux commissions qui les attribuent dans les communautés rurales ou en faisant des demandes collectives comme groupement. Mais si les

terres sont massivement accaparées par l'agro-business, les droits récemment acquis des femmes vont disparaître à nouveau. Il faut contenir ces projets et sécuriser l'accès des femmes à la terre.

- Fatou Pouye, dirigeante d'une fédération de producteurs, et conseillère rurale dans la communauté de Diender, au Sénégal.

Nous sommes des « femmes dans le développement », productrices de fruits et légumes issus de l'agriculture biologique. Nous faisons partie des fédérations paysannes et nous avons été élues dans les communautés rurales sur la base de ce travail de longue haleine. Il y a des problèmes qu'on ne peut pas régler à la base. Il faut faire de la politique pour arriver aux postes de décision, notamment pour le foncier ou pour obtenir des investissements. S'il n'y a pas de femmes dans ces instances, ça ne se règle pas. Nous avons fait des campagnes pour faire inscrire les femmes sur les listes électorales pour qu'elles votent, parfois il a fallu les aider d'abord à avoir des papiers en règles. L'étape suivante a été que des femmes leaders s'inscrivent dans les partis pour être candidates aux élections locales. Les conseils ruraux sont l'équivalent des conseils municipaux en milieu rural. Au début on n'était que deux conseillères, mais avec le travail durant la dernière campagne électorale, on est passées dans notre communauté rurales à 9 femmes de différents partis. Nous avons adhéré à différents partis, alors que nous venions des mêmes organisations sociales, mais nous continuons à travailler ensemble après les élections.

Nous avons été élues, on nous a donné des postes dans des commissions, par exemple la commission des finances, mais il reste bien des problèmes à résoudre.

L'ONG Enda Pronat nous accompagne et nous forme pour mieux exercer notre mandat. Nous avons étudié le budget de la communauté rurale cette année. On s'est rendu compte qu'il y avait un budget pour la "quinzaine de la femme". On a fait un diagnostic du budget, on a regardé toutes les rubriques pour voir où allait l'argent. On a priorisé, on a vu que le budget n'est pas "sensible au genre", que les besoins des femmes ne sont pas pris en compte.

Nos priorités c'est:

L'eau, la santé, l'accès à la terre. On les a fait inclure dans le budget, pour orienter des investissements de la communauté rurale dans ce domaine. C'est un processus en cours. Le combat continue. On veut arriver un jour à former une liste dirigée par des femmes.

La loi pour la parité a été votée au Sénégal, cela a suscité des discussions partout. On a déjà commencé la parité dans nos familles, car on travaille et on contribue au budget de la famille.

- Azara Nfon, du Gret au Burkina Faso.

Nous travaillons autour d'un projet de renforcement des possibilités de création de revenus avec des femmes rurales qui produisent du beurre de karité au Burkina Faso. Aujourd'hui le prix des amandes de karité collectées par les femmes baisse et les femmes les vendent à des négociants en période de soudure à n'importe quel prix. Ces acheteurs, qui sont en général des hommes ont le pouvoir d'acheter et de capturer le marché des amandes. Pour capter les amandes, ils augmentent parfois les prix et les femmes qui fabriquent des produits dérivés, individuellement ou dans des coopératives, ne trouvent plus d'amandes sur le marché, pour faire le beurre ou d'autres produits. Ces variations de prix peuvent casser les projets de transformation que mènent les femmes.

Il faudrait peut-être créer un fonds pour la soudure, les subventionner pour soutenir les prix afin qu'elles puissent garder leur récolte. Il s'agirait d'une solution de type "warrantage", un fond en produits agricoles, en l'occurrence les amandes. Mais la noix de karité ne fait pas partie des produits

warrantés. Il y a un donc thème à creuser. Nous réfléchissons sur cette question. Ce n'est pas forcément bien de mettre un produit à warranter, car d'autres problèmes peuvent surgir: est-ce que cela ne va pas encourager la spéculation? Ou est-ce qu'il peut se présenter des problèmes de conservation, comme dans le cas de pomme de terre?

Pour élargir nos questions, nous nous demandons quelle commercialisation est possible sur le marché local pour des produits dérivés du karité. Nous cherchons à développer le marché local, qui nous semble plus gérable ou pérenne que le marché international.

Les Unions de transformatrices de karité du Burkina Faso, qui vendent à l'exportation depuis 10 ans, l'ont fait avec l'appui d'ong internationales. Elles ont promu la commercialisation internationale. Mais le marché international génère plus de dépendances pour les productrices à moyen ou long terme, même s'il est plus rémunérateur.

Nous avons pensé donc plutôt à encourager la commercialisation locale. Cependant les femmes pensent que les produits dérivés du karité ne se vendront pas localement. Nous les encourageons en leur disant: "Il faut que vous que vous investissiez vous-même sur le marché local, et que vous fassiez votre propre promotion. Il faut faire la même chose que ce que font les entreprises qui ont introduit le karité dans la consommation internationale et qui ont fait connaître le produit".

Pour y parvenir il faut faire de la promotion, valoriser les produits, faire connaître et valoriser leurs vertus spécifiques en termes de santé, travailler l'image des produits. Le karité a une image actuelle qui est négative ou dévalorisée sur le marché local, surtout quand la qualité n'est pas la meilleure, stable, ou en comparaison avec certains produits importés.

Le plaidoyer doit se faire en termes de santé publique. Et on peut aussi promouvoir les produits traditionnels en faisant aimer ce qui appartient à notre passé, à notre histoire. Mais on peut aussi technifier les arguments: il faut faire connaître les propriétés en termes de molécules, de vitamines, faire des dégustations, des plats modernes, des toasts, des omelettes, des salades. Ainsi on changera l'image des produits traditionnels améliorés produits du travail des femmes et on les fera accepter de nouveau.

Une autre problématique qui se présente est celle du commerce transfrontalier, car le marché africain peut inclure les pays voisins. Reconquérir les marchés sous-régionaux, est une étape intermédiaire qui peut être préférable à la recherche de marchés internationaux, plus aléatoires. Pour les petites et très petites unités de production, c'est ce qui est le plus à leur portée et peut leur donner une indépendance durable. .

*Question du public :*

*Qui vous touchez-vous, car si le consommateur n'a pas l'information, il ne peut pas apprécier ces produits. Avez-vous des outils de diffusion? Avez-vous pensé aux radios communautaires?*

Réponse : en effet c'est notre objectif, c'est ce que nous souhaitons faire, toucher aussi les consommatrices rurales grâce à des campagnes par des moyens utilisés en milieu rural.

*Intervention du public :*

*Il faut souligner l'importance de la transformation pour créer des filières en Afrique. Il y a des filières qui ont été sauvées par les femmes: les femmes ont sauvé la filière riz, elles ont*

*acheté le riz à leur mari, au moment de la dévaluation et elles ont transformé le paddy. Ainsi elles ont donné une valeur ajoutée et conquis un marché local quand le marché international était en crise. De la même façon la transformation du beurre de karité s'est développée.*

- Yacine Diagne, Enda Energie :

Les femmes travaillent dans les activités les plus élémentaires et les secteurs les moins technifiés. Dans le commerce du poisson par exemple, elles écaillent et vendent, elles utilisent de l'eau insuffisamment salubre. Elles n'ont pas toujours l'argent pour acheter des fours qui leur permettraient de mieux transformer le poisson de façon hygiénique. Leur travail reste trop manuel.

Les femmes qui travaillent traditionnellement sur les côtes du Sénégal sont confrontées au problème d'élévation du niveau de la mer, cela impacte les femmes directement et indirectement. D'autres acteurs se déplacent de l'intérieur du pays ou de pays voisins, arrivent sur les côtes sénégalaises et viennent prendre leur production. On a observé que ces commerçants sont des hommes qui viennent de Guinée et dominent aujourd'hui les filières halieutiques.

Le développement du pays dépend de la disponibilité énergétique. Au Sénégal, sur le total de l'énergie finale, moins de 1% va à l'agriculture. Les besoins sont là. Faute de ressources énergétiques, ou d'argent pour se procurer les moyens de technifier leur activité traditionnelle, les femmes voient leurs activités disparaître. Il ne leur reste ensuite qu'à se prolétarianiser, elles deviennent la main d'oeuvre salariée d'entreprises plus grandes dirigées généralement par des hommes.

Quand on interroge les femmes rurales sur leurs besoins, elles diront toujours qu'elles ont besoin de moulins aux trois étapes de transformation des céréales notamment: le décortilage, puis la mouture et séparation du son, puis fabrication de la farine.

Ce sont des opérations qui requièrent de la force physique, qui sont toutes faites avec des pilons et sont extrêmement fatiguantes. Les femmes se déclarent "fatiguées" de ces travaux. Moralement et physiquement elles sont épuisées quand il n'y a pas de moulins. C'est un enjeu important du développement et du développement rural.

Les femmes rurales mentionnent aussi le lien entre les sources d'énergie et les problèmes de santé et d'éducation: elles demandent l'électricité dans les centres de santé ruraux, dans les écoles, pour pouvoir étudier. Ainsi la vision des femmes est-elle intégrée, elles soulignent à quel point le développement c'est un ensemble de besoins, c'est global, alors que les interventions des "développeurs" sont cloisonnées. On pourrait dire qu'écouter les femmes pour apporter une vision de "genre", c'est rompre certains cloisonnements.

*Question du public : Est-ce qu'on pourrait dire que quand l'activité de transformation des céréales est manuelle, c'est une activité non rémunérée et pénible qui est féminine; et que quand elle se mécanise et qu'apparait le métier de "meunier" elle devient "typiquement masculine" alors que ce pourrait être serait pour les femmes l'occasion d'avoir un métier qualifié?*

*Réponse d'une participante Burkinabée : Penser que meunier c'est un métier d'homme, c'est un stéréotype, c'est inexact. Dans la commune de Léo où fonctionne notre coopérative de beurre de karité, il y a une femme meunière. Cela dit il est vrai qu'il y a plus de meuniers*

*hommes que de femmes meunières. Et il y a des meuniers qui "roulent les femmes dans la farine", comme on dit, sur le poids ou la qualité. Mais il y a de plus en plus de femmes. Même dans la maintenance des moulins. Avant il y avait une division du travail plus stricte, maintenant c'est beaucoup plus partagé.*

- Fatou Ndoye, responsable du pôle filières agroalimentaires, Enda Graf, Sénégal.

Enda Graf travaille pour la valorisation des produits locaux, depuis plus de 15 ans, en accompagnant des acteurs évoluant dans les filières des céréales locales, des produits laitiers, halieutiques, fruits et légumes, etc.. Nous faisons des formations techniques et comptables, pour leur faciliter l'accès au crédit et pour le renforcement des capacités organisationnelles des réseaux de femmes.

La transformation des produits locaux occupe une place importante dans l'économie populaire, car beaucoup de femmes qui n'ont pas de métier se lancent dans la transformation agroalimentaire comme première activité rémunérée. Des formations et des échanges ont permis de créer plusieurs réseaux organisés par filières: APROVAL réunit les acteurs des filières céréales locales, TRANSFRULEG pour les acteurs transformant des fruits et légumes, AAPAS pour les restauratrices de rue et REFEPAS pour les produits halieutiques.

Dans un premier temps notre approche était surtout focalisée sur les aspects techniques, maintenant elle est plus politique. Il s'agit de mieux comprendre les enjeux du secteur notamment en termes de contribution à la création d'emplois féminins et de contribution à la sécurité alimentaire. Nous avons fait deux constats: le poids des produits importés dans la consommation alimentaire africaine et l'importance des microentreprises dans la consommation quotidienne.

Au Sénégal 95% des familles mangent du riz importé tous les jours. Mais nous avons constaté aussi que beaucoup de familles ne font plus les trois repas à la maison, ou suppriment des repas pour des raisons liées à la pauvreté massive des couches populaires. A travers différentes études, nous avons répertorié près 16.000 microentreprises dont la grande majorité est dirigée par les femmes. Nous avons identifié leur contribution à l'économie locale et nationale. Elles se rendent compte maintenant de leur propre importance.

Les études de filières sont importantes. Ainsi, l'étude menée auprès de 3754 restauratrices a révélé un chiffre d'affaires important (26 Milliards de FCFA pour les seuls restaurants populaires de la région de Dakar), et des taxes payées qui s'élèvent à 118millions qui vont dans les caisses des municipalités. Or ces femmes ne reçoivent aucun appui des municipalités.

Nous travaillons à la concertation entre les acteurs, ainsi s'est créée une plateforme des acteurs professionnels de l'agroalimentaire (nommée POPAS), qui est un espace de formation et d'interaction pour interpeller les politiques. Cette plateforme lutte aussi pour la reconnaissance des métiers de la transformation et la validation des compétences des acteurs et en particulier des actrices.

Notre plaidoyer porte sur ces questions avec la mise en place d'un comité technique regroupant des représentants de différents ministères ( de l'Entreprenariat féminin, de la Formation Professionnelle, de la Femme, de l'Agriculture, etc) pour réfléchir sur la réglementation du secteur de l'agroalimentaire..

*Question de l'animatrice : Nos politiques ne prennent pas forcément en compte ces besoins, mais nos gouvernements sont-ils libres de leurs décisions dans le domaine agricole, ou*

*n'existe-t-il pas des contraintes au niveau international ? En ce cas, ne faudrait-il pas faire un plaidoyer international?*

- Hélène Ryckmans, le Monde selon les femmes, Belgique.

Notre ONG appuie des organisations de femmes au Sud, mais elle est actrice de cette question au Nord aussi. Comme ONG basée en Belgique, nous faisons ce plaidoyer en partenariat avec des groupements de femmes d'Afrique, du Sénégal, du Congo, et aussi de Bolivie et du Pérou.

Il s'agit de faire reconnaître le rôle des femmes auprès d'ONG qui travaillent parfois avec elles sans voir leurs apports et difficultés. Et de réaliser un plaidoyer auprès de la coopération Belge ou Européenne sur plusieurs axes :

- Faire reconnaître leur travail, car les femmes et surtout leur travail ne sont pas visibles.
- Faire reconnaître que l'agriculture familiale ne doit pas disparaître, c'est un enjeu fort.
- Faire reconnaître que les ressources destinées à l'appui au secteur entrepreneurial, sont inaccessibles aux microentreprises, car les outils sont orientés surtout vers l'agrobusiness. Tous les outils sont énormes, sur-dimensionnés, ils ne sont pas en phase avec les besoins des femmes.
- Faire reconnaître que les ressources, les formations, les accompagnements doivent se faire à l'échelle de leurs entreprises, et être adaptés à leur rythme.
- Orienter le plaidoyer auprès des ministres pour obtenir que l'agriculture paysanne soit soutenue, non pas pas de l'extérieur, en implantant des solutions, mais à partir de ce qui se fait, et concrètement à partir de ce que les agricultrices font.
- Promouvoir la création de réseaux et de liens avec des consommateurs qui veulent une autre économie.

Nos stratégies d'action :

- Introduire ces questions dans un groupe de travail de la Commission Femme et Développement de Belgique.
- Promouvoir la recherche-action et l'accès au travail rémunéré des femmes, en soutenant des projets de terrain.
- Contribuer au renforcement des capacités des productrices, tant dans le domaine de l'estime de soi que du renforcement des compétences pour la construction de réseaux et la construction de politiques de filières contrôlées par les femmes.

Nous savons que les subventions à l'agriculture européenne pour vendre en Afrique sont désastreuses, cela tue l'agriculture africaine et les politiques d'austérité font que l'éducation se dégrade. Ce sont des politiques hypocrites. Il faut faire changer ces politiques et donner la parole aux femmes, quand les accords et les politiques sont discutés. Depuis deux ans nous faisons une campagne pour l'agriculture familiale

De nouvelles questions se posent qui interpellent les ONG. les ONG font beaucoup de formations en direction des organisations de femmes, mais ce ne sont pas des formations diplômantes, souvent elles ne distribuent même pas d'attestations. Or ces formations sans attestation ne sont pas suffisantes pour soutenir la professionnalisation des femmes. Il faut davantage valoriser l'expérience formative des femmes, qui se sont formées sur le tas et n'ont pas obtenu de statut. Ainsi nous pensons qu'il faut les suivre dans leur évolution, leur donner des attestations. Tout en faisant attention de ne pas susciter une rivalité entre les femmes diplômées et non diplômées.



Nous pouvons nous demander si notre action est efficace. C'est un processus lent, il faut le savoir et le reconnaître et les résultats dépendent de la force des organisations. Mais quand nous appuyons les femmes du Congo, c'est indispensable, car on n'entend pas assez les femmes quand on parle des problèmes de cette région.

- Nafi Diagne. Présidente de la POPAS.

La POPAS, la Plateforme des Professionnels de l'Agroalimentaire du Sénégal est une plateforme de 25.000 microentreprises, qui compte au total 100.000 membres actifs, soit près d'un million de bénéficiaires indirectes.

Nous réunissons 5 réseaux organisés par filières : celle des céréales, de la restauration, du lait, des fruits et légumes, et des produits halieutiques. Nous sommes en communication avec des coordination concernant la viande et les volailles qui pourront nous rejoindre. Ces réseaux se sont regroupés pour défendre leurs intérêts auprès des pouvoirs publics.

Les activités de la POPAS sont :

- Des échanges pour se former mutuellement,
- Des formations technologiques
- Le renforcement des femmes productrices comme interlocutrices et protectrices des intérêts des membres des réseaux.
- La réalisation d'actions de promotion sociale et économique.

L'objectif des membres de ces filières n'est plus de mener une activité pour s'en sortir, pour la survie. Nous voulons une reconnaissance de nos compétences, car beaucoup de métiers ne sont pas visibles, nous sommes des travailleuses non reconnues. Les activités du secteur font vivre beaucoup de personnes, mais nos métiers ne sont pas visibles.

Le secteur agroalimentaire est formé par des microentreprises très diverses qui ne travaillent pas toutes avec la même qualité. Nous nous battons pour améliorer la qualité des produits et pour assainir le secteur. On ne pourra pas faire n'importe quel produit s'il y a un risque pour les consommateurs.

Pour assainir le secteur, la compétence et la qualité doivent être valorisées et validées. Les "expertes" ne sont pas seulement celles qui ont de "grandes valises", mais ce sont aussi les membres du réseau qui connaissent leur métier, qui ont des connaissances. Ces femmes expérimentées deviennent les formatrices du réseau.

La plateforme se bat pour que cette compétence soit reconnue, rémunérée, et qu'elle nous permette d'avoir de bonnes conditions de travail et être reconnues du point de vue professionnel. Nous ne voulons pas simplement être utilisées pour fournir des services à la société.

De la fourche à la fourchette, assurer notre développement. Telle est notre devise.

Nous voulons donc que nos métiers soit certifiés: nous voulons être reconnues comme formatrices, meunières, restauratrices, etc... Si nos métiers sont reconnus, des étudiant-es pourront ensuite choisir ce métier.

Nous rencontrons des difficultés pour influencer les politiques publiques, notamment sur les accords douaniers, car il est difficile de faire voyager nos produits en Afrique de l'Ouest. Notre position est évolutive, tout dépend des produits d'intérêt local régional ou international.

Au forum social mondial de Dakar, nous allons porter nos propositions de plaidoyer durant les assemblées de convergence, sur les questions agraires, notamment contre l'accaparement des terres et aussi dans l'Assemblée des Femmes.

## LETTRE DE SOLIDARITE AVEC LES LUTTES DES FEMMES DU MONDE

*Cette « Lettre de solidarité avec les luttes des femmes du monde » a été élaborée par une commission de travail composée par des femmes de différentes organisations à partir des débats réalisés au long du Forum social mondial qui a eu lieu à Dakar, février 2011. Nous remercions le comité "genre et équité" du comité du pilotage sénégalais pour avoir structuré l'espace « Village des Femmes », ainsi que réalisé de diverses activités de débat sur les droits des femmes qui ont contribué au contenu de cette Lettre.*

*Ce même contenu a été présenté comme proposition de déclaration à l'Assemblée de Femmes au matin du 11 février. La conclusion du débat n'a pas été possible car un secteur minoritaire, mais très active, à l'Assemblée, s'opposait à la mention au droit à l'autodétermination pour les femmes saharauies. Plusieurs organisations présentes à l'Assemblée ont décidé de diffuser ce contenu dans la forme d'une Lettre signée, sans avec ceci méconnaître que pour que cette Lettre existe plusieurs femmes et organisations ont contribué et que le comité genre et équité suit dans la perspective d'une déclaration de consensus entre les organisations participantes à l'Assemblée.*

### **Lettre de solidarité à la lutte des femmes du monde**

**Faite le 11 février 2011, à Dakar, Sénégal, durant le Forum Social Mondial**

En cette année où le Forum Social Mondial, pour la 3e fois après le Mali en 2006 et le Kenya en 2007, se joint aux peuples d'Afrique, nous les femmes de différentes parties du monde, réunies à Dakar, conscientes que l'union de nos forces pourra à terme apporter un changement, réaffirmons notre solidarité et notre admiration pour les luttes des femmes sénégalaises, des femmes africaines et des femmes du monde. Leurs luttes, conjointement avec les luttes de tous, hommes et femmes, renforcent la résistance menée partout contre le système capitaliste et patriarcal mondialisé.

Au jour d'aujourd'hui nous traversons toujours les mêmes crises mondiales – économique, alimentaire, écologique et sociale – et nous constatons avec inquiétude que ces crises perdurent et s'approfondissent. Nous reformulons ici notre analyse selon laquelle ces crises ne sont pas isolées mais sont l'expression de la crise du modèle caractérisé par la surexploitation du travail et de l'environnement, et par la spéculation financière de l'économie. C'est pourquoi nous les femmes, nous continuons à dire qu'il faut changer ce modèle de société, ce modèle économique, ce modèle de production et de consommation, qui génère une pauvreté accrue pour nos peuples et en particulier pour les femmes.

Nous les femmes, sensibles au respect et à la défense des principes de justice, de paix et de solidarité, avons besoin d'avancer dans la construction d'alternatives face à ces crises : cependant les réponses palliatives basées sur la logique marchande ne nous intéressent pas.

Nous ne pouvons accepter que les tentatives de maintenir le système actuel en place soient faites aux dépens des femmes.

En ce sens, nous disons non à l'intolérance et la persécution de la diversité sexuelle et aux pratiques culturelles qui portent atteinte à la santé, au corps et à l'âme des femmes.

Nous condamnons toutes sortes de violences faites aux femmes, en particulier les fémicides, le trafic des femmes, la prostitution forcée, les violences physiques, le harcèlement sexuel, les mutilations génitales, les mariages précoces, les mariages forcés, le viol, le viol utilisé comme arme systématique de guerre, et l'impunité de ceux qui commettent ces actes d'horreur contre les femmes.

Nous disons non encore, à une société qui bafoue le droit des femmes, en ne leur permettant pas l'accès aux ressources, à la terre, au crédit, à l'emploi en conditions dignes, où le capital pour se reproduire précarise les emplois des femmes.

Nous condamnons l'accaparement et la colonisation des terres des paysannes et des paysans, quelles qu'en soient les formes, par des Etats ou des entreprises transnationales, et nous condamnons les cultures transgéniques, qui portent préjudice à la biodiversité et à la vie.

Nous disons non à la course à l'armement et à la course au nucléaire, qui sont faites au détriment de l'investissement des Etats dans des programmes sociaux, sanitaires et éducatifs.

Nous condamnons une société qui met les femmes à l'écart de l'accès à la connaissance et à l'éducation, où les femmes sont marginalisées et discriminées dans les prises de décision.

Nous disons non aux conflits armés et aux guerres et aux occupations. Nous disons OUI à la paix juste pour les peuples opprimés.

Face à tout cela, nous proposons de renforcer nos luttes pour que nos pays aient leur souveraineté économique, politique et culturelle face aux institutions financières internationales. Nous voulons l'annulation des dettes odieuses et illégitimes et un audit citoyen qui permettra aux peuples d'obtenir réparation: les femmes ne doivent rien, elles sont les premières créancières de la dette odieuse. Nous demandons aussi l'application effective de la taxe Tobin.

Nous revendiquons la souveraineté alimentaire des peuples et la consommation de produits locaux, l'utilisation de nos semences traditionnelles, et l'accès des femmes à la terre et aux ressources productives.

Nous voulons un monde où les hommes et les femmes ont les mêmes droits, les mêmes opportunités dans l'accès à la connaissance, à la scolarisation, à l'alphabétisation et à l'éducation et aux postes de décisions, et les mêmes droits au travail et à des salaires justes.

Nous revendiquons un monde où les Etats investissent dans la santé des femmes et de nos enfants, et en particulier dans la santé maternelle.

Nous demandons la ratification et l'application effective de toutes les conventions internationales, en particulier la convention 156 et la convention 183 du BIT.

Nous voulons la démocratisation de la communication et de l'accès à l'information.

Nous sommes solidaires avec les femmes palestiniennes pour un Etat palestinien démocratique, indépendant, souverain, Jérusalem comme capitale, et le retour des réfugiés en accord avec la Résolution 194 des Nations Unies.

Nous sommes solidaires avec les femmes de Casamance pour le retour de la Paix.

Nous sommes avec la lutte des peuples en Tunisie et en Egypte pour la démocratie.

Avec les Femmes de la République Démocratique du Congo pour la fin du conflit.

Avec les femmes kurdes, pour une société démocratique, écologique, libre et égalitaire entre les femmes et les hommes, et où existe le droit d'utiliser leur langue maternelle dans l'éducation.

Nous sommes solidaires avec le droit à l'autodétermination pour les femmes Sarahoui, en conformité avec la résolution des Nations unies, et pour trouver une solution pacifique selon la Charte du Forum Social Maghrébin.

Nous sommes solidaires avec toutes les femmes victimes de catastrophes naturelles, comme Haiti, le Brésil, le Pakistan, Australie...

Nous sommes solidaires avec les millions de femmes et enfants réfugiés et déplacés.

Nous appelons au retour à leur terre et à la liberté de circulation.

Nous proposons la création de réseaux d'alertes et d'informations sur et pour les femmes qui se trouvent en zones de conflit ou d'occupation. Nous proposons le 30 mars comme journée de solidarité internationale avec le Peuple palestinien et au nous appelons au boycott des produits provenant de l'occupant israélien. Nous

appelons à la réalisation d'un Forum international de solidarité avec la lutte du peuple palestinien en 2012.

Nous reconnaissons toutes les luttes de toutes les femmes du monde et nous faisons nôtres leurs revendications : ce qui arrive à l'une d'entre nous, cela nous arrive à nous toutes. C'est pour cela que nous devons lutter toutes ensemble.

Dakar, le 11 février 2011

Organisations signataires:

La Marche Mondiale des Femmes

La Via Campesina

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIM)

Articulation Féministe MARCOSUR

IFWF – International Free Women's Foundation

WILDAF – Senegal (Women in Law and Development in Africa)

AWID

CADTM – Comité pour l' Annulation de la Dette du Tiers Monde

WIDE

Organisation Continental Latino-Américaine des Etudiants (OCLAE)

UBM – Union Brésilienne des Femmes

CEBRAPAZ (Brésil)

CTB (Brésil)

CUT (Brésil)

AMB – Articulation Brésilienne des Femmes

Democratic Women Freedom Movement "DOKH"

Kurdish Women Peace Office

Coordinacion de Mujeres del Paraguay CMP

Isis International

La Red de Mujeres de AMARC (AMARC-RIM/AMARC-RIF/AMARC-WIN).

Réseau Tchiwara

Enda Europe